

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 18 NOVEMBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI -

0,50F

EDITORIAL

Le budget des "DOM"
n'a aucun sens
pour les travailleurs !

Le budget des DOM 1979 vient d'être adopté à l'assemblée nationale.

Ce fut l'occasion pour les députés de droite antillais, guyanais et réunionnais (dont le véritable enfant du pays qu'est Michel Debré, n'est-ce pas?) de pérorer quelques instants et d'avoir l'air critique vis-à-vis du gouvernement. Il faut bien, que diable, se donner l'air de défenseur du peuple.

Quant à Mr Dijoud, il n'a pas craint de relever "l'augmentation des effectifs des forces de police et leur unification...". Il a annoncé son intention de régler les affaires économiques des DOM avec "fermeté" et "rigueur", enfin il en a profité pour annoncer la tenue des "grandes assises économiques des DOM" au début décembre.

Debré, lui, s'inquiète de ce que le gouvernement n'envoie dans les DOM des fonctionnaires "agents de subversion"?! Tiens, tiens...

Bref, chacun y est allé de son petit couplet.

Dans cette antre de brigands, la voix d'un Césaire, même si elle souligne les aspects sociaux les plus criants des DOM, même si elle représente la seule opposition antillaise à la chambre basse, est étouffée, impuissante.

Un nouveau budget est voté. La radio, la télé coloniales, le journal de Hersant en feront tout un plat. Ils aligneront des chiffres, nous parleront de "crédits", de "dépenses ordinaires", de "dépenses en capital", "d'autorisations de programme", etc...etc... Mais tout cela c'est de la propagande pour nous tourner la tête sur les bienfaits du gouvernement français aux Antilles... car la situation des travailleurs, des paysans, des malheureux, elle ne change pas pour autant. Et tout cet argent dont on parle n'a aucune signification pour les travailleurs des "DOM".

Ce budget n'empêche pas chômage, bas salaires, licenciements d'augmenter ; il n'enlève pas les menaces qui pèsent sur les petits planteurs de canne et de banane.

Seule notre lutte le fera. Après la grève générale du 15, les manifestations des paysans, le meeting anti-Chirac et l'occupation de FR3 en Guadeloupe, après la puissante

(Suite en page 2)

Guadeloupe: CAMPAGNE DE LA SS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL:

LES RESPONSABLES NE DOIVENT PAS
ETRE OUBLIÉS.

Depuis quelques jours l'opinion publique en Guadeloupe est sollicitée par une campagne faite en ce moment par les services techniques de la Sécurité Sociale sur les accidents de travail.

L'on y apprend que les accidents de travail quoiqu'en diminution dans notre pays, demeurent toutefois fort nombreux. Ainsi au cours de 1977 les services de la SS auraient enregistré plus d'un millier d'accidents assez graves. De plus, le record de ces accidents serait battu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Que les services techniques de la SS organisent une telle campagne, c'est à coup sûr une bonne chose. Que le plus large public y soit associé c'est certainement très bien. Mais il est une catégorie de gens que la SS ne devrait aucunement oublier dans cette campagne, ce sont les patrons et en particulier ceux du bâtiment. Car qui, en fait, sont responsables de tous ces accidents, si ce ne sont ceux-là mêmes qui se soucient plus de leur portefeuille que de la sécurité des ouvriers ?

MARTINIQUE

Un premier résultat de la
grève des artisans et commerçants

Encore une fois s'est vérifié le slogan : "seule la lutte paie", car il aura fallu la grève des artisans et commerçants le 6 novembre avec blocage complet de la ville, pour que ces derniers obtiennent enfin quelque chose. En effet la CAVICORG (une des caisses de retraite-vieillesse auxquelles ils sont affiliés et dont ils se plaignent) vient de décider de suspendre les saisies contre les artisans et commerçants qui ne payaient pas leurs cotisations. C'était une des revendications des grévistes.

Mais il reste encore bien d'autres points importants à satisfaire, notamment la revendication essentielle qui est celle de l'assurance-maladie. De ce côté les artisans et commerçants n'ont obtenu que des promesses. Faudra-t-il qu'ils reprennent leur action pour les voir satisfaites ?

MARTINIQUE

LAMENTIN: APRÈS UN MOIS
DE GRÈVE DES ÉLÈVES

Après plus d'un mois, la grève continue au LEP du Lamentin. En effet, les élèves ne semblent pas décidés à reprendre le travail dans les conditions actuelles :

- manque de matériel
- état repoussant des ateliers qui sont sans aération.

Il faut ajouter à tout cela un problème majeur pour la reprise des cours : les élèves réclament en effet le départ du proviseur Abaul. Ce dernier a pendant des années semé la terreur au Lamentin. Il semble plus à son aise dans le rôle de commandeur d'habitation. Récemment encore, il refusait tout dialogue avec les élèves, et prenait même des photos de ceux-ci pour repérer "les meneurs".

Aujourd'hui cet individu se réfugie prudemment derrière un congé de maladie et est absent de l'établissement. Les élèves pour leur part veulent que le congé soit définitif et ne souhaitent plus revoir l'adjutant de caserne dont l'incompétence et l'incurie sont telles, qu'aux élèves se sont joints les parents et les professeurs qui réclament aussi son départ.

GUADELOUPE

A propos de l'occupation de FR3:
LA RÉPRESSION COMMENCE

Lundi matin, plusieurs responsables d'organisations syndicales et politiques ont reçu, suite à la manifestation à FR3 une convocation à la gendarmerie de Pointe-à-Pitre.

Comme on le voit, quand elle le veut, la justice coloniale ne perd pas de temps.

Il faudra en tous cas faire échec à cette répression qui commence...

Le soutien doit commencer à s'organiser, ainsi que la protestation.

J. BIBRAC

Directeur de publication : M. E. ZOUK
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
3^{ème} supplément au mensuel N°92

HONTE A CEUX QUI NOUS GOUVERNENT !

Le drame des réfugiés Vietnamiens au nombre de 2500 naviguant au large de la Malaisie sur un vieux bateau, le "Hai-Hong" est bien révélateur du type de Société dans laquelle nous vivons et de ceux qui la dirigent.

Que des hommes, des femmes, des enfants absolument démunis de tout, quelle que soit leur nationalité, quelles que soient les raisons qui les ont amenés sur ce bateau, soient refoulés par la plupart des états environnants, voilà qui montre le degré de froide cruauté des gouvernements. Ces derniers, au nom d'intérêts nationaux ou d'obscures "raisons d'état", n'hésitent pas à fouler aux pieds le plus élémentaire des gestes humanitaires.

Alors, le gouvernement français saisissant la bonne aubaine pour apparaître plus charitable que les autres, déclarant la France "généreuse", "terre d'asile", a déclaré qu'il était prêt à recevoir les réfugiés.

Mais, si l'hypocrisie devait étouffer ceux qui nous gouvernent, Olivier Stirn (on le retrouve) qui a fait cette déclaration serait bien mal en point à l'heure qu'il est. Car l'impérialisme français est un des premiers responsables de ce

qui arrive à ces milliers de réfugiés. Après avoir exploité, pillé le Vietnam, après y avoir mené 7 ans d'une des plus terribles guerres coloniales, après avoir ouvert la porte à l'impérialisme américain pour qu'il y mène à son tour une guerre de destruction systématique, l'impérialisme a laissé un pays exsangue, malheureux, des milliers de pauvres d'orphelins, de veuves, d'infirmités...

Certains d'entre eux pensent trouver ailleurs une vie meilleure et cherchent la voie de l'exil. A travers mille embûches ils arrivent parfois à fuir la répression du gouvernement vietnamien.

Ils se retrouvent à la mer sur des embarcations de fortune ou sur de vieux rafiots comme le "Hai-Hong", dérivent pendant des jours et des nuits, sombrant parfois, attaqués d'autres fois par les gardes-côtes du gouvernement vietnamien, ou récupérés par des navires croisant dans les environs...

L'impérialisme est responsable !
Honte à ceux qui nous gouvernent !

0 0 0 0 0 0 0

MARTINIQUE

exploitation des vieux travailleurs !

Tandis que des milliers de jeunes souffrent du chômage, certains employeurs emploient des travailleurs bien après l'âge de la retraite, jusqu'à 66 ou même 70 ans.

Ainsi chez Plissonneau Philip, propriétaire de France-Vin, certains travailleurs et surtout les femmes de plus de 65 ans, travaillent activement de 7h à 15h30, tandis que d'autres qui ne savent même pas s'ils auront l'occasion d'atteindre la retraite, viennent demander de l'embauche et s'en voient refuser tous les jours. La sécurité sociale et l'Inspection du Travail ne font rien pour empêcher ce patron d'exploiter encore de vieux travailleurs.

La classe ouvrière a dû mener de longues luttes pour abaisser l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes et aujourd'hui la revendication est d'abaisser cet âge de 5 ans encore. Les travailleurs doivent pouvoir profiter de cette retraite, tout au moins ceux qui ont la chance d'arriver à cet âge. Les patrons non contents de les avoir exploités comme cela leur vie durant veulent qu'ils sacrifient encore les dernières années de leur vie.

0 0 0 0 0 0 0 0 0

GUADELOUPE

LES PARENTS D'ELEVES DE CARNOT II EN ACTION !

C'est le jeudi 16 novembre que les parents d'élèves de Carnot 2 avaient décidé de ne pas envoyer leurs enfants en classe. Dès 7 heures 15, un certain nombre d'entre eux se retrouvaient devant le collège. Peu à peu une banderole et des pancartes placées à la porte d'entrée indiquaient au public les raisons du mécontentement des parents.

Depuis la rentrée de septembre, les élèves de ce collège n'ont ni enseignement de musique, ni enseignement de dessin, ni Education physique. En outre les professeurs ont comme tout matériel le strict minimum à savoir un tableau et de la craie.

Plusieurs lettres et motions adressées au recteur Doumenge sont restées sans réponse : Excédés par tout cela et par le mépris affiché du recteur, les parents sont donc passés à l'action.

Après s'être concertés, les parents qui avaient répondu au mot d'ordre de grève décidaient de pénétrer dans le collège pour s'adresser aux professeurs et leur demander de soutenir leur action. Les professeurs n'hésitèrent pas à soutenir les parents et à 8h 30 tous les cours cessèrent.

Une réunion parents et professeurs se tint sur le champ au cours de laquelle après avoir échangé leur analyse respective parents et professeurs prirent la résolution d'agir de concert à l'avenir sur l'ensemble des problèmes.

Après quoi, une délégation composée d'une trentaine de parents se rendit à la chancellerie du rectorat, afin de dire même par téléphone à Doumenge ce qu'ils pensaient. Malheureusement ce dernier était absent et seul son secré-

taire put être touché.

Celui-ci apprit alors aux parents que le Recteur pensait les recevoir le 20 ou le 21 de ce mois. Comme par hasard !

En tout cas les parents se sont donnés rendez-vous après l'entrevue avec le Recteur en jurant que s'ils n'avaient pas satisfaction ils allaient entreprendre une action encore plus dure.

MARTINIQUE

GALA DE :

COMBAT OUVRIER

VENDREDI 1ER DECEMBRE

RECLAMEZ VOS CARTES A NOS VENDEURS !

EDITORIAL

(SUITE)

grève des artisans les grèves des lycéens en Martinique le mécontentement, loin de retomber, ne fait que s'accroître. Il faudra le mettre à profit pour faire échec au colloque Dijoud et déclencher de puissantes manifestations.

Là seuls se trouvent déjà les éléments qui changeront demain notre sort.

GUADELOUPE COLLEGE

TROIS-RIVIERES | UNE SITUATION INTOLERAIBLE !

Depuis le début de l'année scolaire, c'est la grogne chez les enseignants et les élèves du Collège de Trois-Rivières devenu cette année collège d'Etat. En effet les conditions de travail sont particulièrement mauvaises : à cause des locaux qui sont vieux de plusieurs dizaines d'années et de la proximité de la Route Nationale qui traverse la commune. Il faut signaler que ces locaux se composent de trois parties : l'ancienne école primaire, l'ancienne gendarmerie et des classes légères situées derrière la mairie. De plus, il y a 900 élèves et pas un seul surveillant ni un conseiller d'éducation.

Le nouveau collège devait en principe être livré en Octobre de cette année. Par la suite il a été question de Janvier 79, et on parle maintenant de septembre 1979.

Les prétextes invoqués sont les plus divers : les événements de la Soufrière qui ont forcé à interrompre les travaux, les grèves des travailleurs. Concernant la Soufrière, il faut signaler que ses dernières manifestations datent de plus de deux ans. Quant à ce qui concerne les grèves des travailleurs c'est un grossier mensonge, car au début des travaux il y avait plus de 160 travailleurs sur le chantier, ils sont aux environs de soixante maintenant. Si on voulait accélérer les travaux, il suffirait d'embaucher des travailleurs supplémentaires.

Les parents d'élèves, les enseignants et les élèves ne doivent pas se laisser bercer par les promesses. Ils doivent manifester leur mécontentement. C'est le seul langage que comprend l'administration.